



Campus de Kabala, Bâtiment de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation, 2<sup>e</sup> étage droite / [www.lmi-macoter.net](http://www.lmi-macoter.net)

## Compte rendu du séminaire doctoral du LMI MaCoTer Salle de conférence d'ULSHB

29 septembre 2023

---

### Thème

« Rapports de domination et stratégies d'émancipation en contexte malien : les femmes, les jeunes et les esclaves en question ? »

---

### Principaux axes

- 1- Femmes : entre domination patriarcale et stratégies d'émancipation
- 2- Les jeunes en quête de liberté ?
- 3- La revanche des esclaves sur leur maître : (re) questionner la question de l'esclave au Mali

## 1. Introduction

Autre fois organisé sous la forme de pré-soutenance de mémoire des étudiants du SOCDEV, le séminaire doctoral du LMI MaCoTer prend désormais le format de séminaire thématique. C'est dans cette dynamique, que le premier numéro s'est tenu le 29 septembre 2023 sous la coordination de Zoumana MAÏGA et Aïssata KAMPO. A noté que les communicants ont été sélectionnés suivant des critères de pertinence à travers un appel à communication diffusé dans le réseau MaCoTer et partenaires. La participation est gratuite et les frais d'organisations sont portés par le LMI MaCoTer dans le cadre de la valorisation et diffusion des savoirs.

Plusieurs chercheurs, doctorants et materants ont présenté diverses communications en lien avec les multiples rapports de dominations et les stratégies déployées par les femmes, les jeunes et les descendants d'esclaves pour renégocier les dispositions statutaires qui les entravent leur émancipation. Tenu devant un public composé d'étudiants et d'enseignants chercheurs, les six communications ont suscité beaucoup d'intérêt sur la question épineuse d'autonomisation des « cadets sociaux ».

La séance a été ouverte par les mots de bienvenus de la coordinatrice Aïssata KAMPO qui a rappelé le contexte de création de cet espace d'échange qui réunit désormais les jeunes docteurs, doctorants et masterants du laboratoire MaCoTer. L'objectif consiste à permettre aux doctorants et masterants de partager leurs travaux de recherches, leurs expériences de terrains.

## 2. Synthèse des communications

Axe 1/ « Femmes : entre domination patriarcale et stratégie d'émancipation » (*Moderatrice Nana Kimbiri, Doctorant LMI MaCoTer*)

- Abdoul Aziz Bah étudiant en master II SoCDev au sein du LMI/MaCoTer : « *le divorce « nidiwaagu » dans la commune rurale de Gavinaré : une émancipation sociale en question ?* ».

A l'entame de son propos, Bah précise que malgré tout l'arsenal juridique mondial ratifié par le Mali visant l'amélioration de la condition féminine, les femmes de Gavinaré sont encore sous les jugs de la domination patriarcale. Ainsi face à l'inefficacité des textes juridiques et conventions prêchant l'égalité du genre, la condition des femmes de Gavinaré n'a guère évolué. Si celles-ci subissent des mariages précoces, elles font recours aux divorces comme outils d'émancipation, voire de contournement du pouvoir masculin. Diverses stratégies sont employées par les femmes de cette communauté pour obtenir le divorce. On peut retenir entre autres le mensonge, la désobéissance aux maris, aux belles mères et belles sœurs et l'abandon du foyer conjugal.

Le divorce constitue pour les femmes Torankoobé une possibilité de pouvoir non seulement contracter plusieurs mariages et connaître plusieurs hommes mais aussi de négocier elles-mêmes leurs dotes. Ainsi, la quête du désir sexuel motive leur souhait d'opérer différents divorces. Parallèlement à ces facteurs, l'incapacité qu'ont certains hommes de faire face aux charges du ménage entraîne également un divorce.

Malgré son aspect socialement impudique, le « Nidiwaagu » permet aux femmes d'accroître leurs revenus financiers et d'opérer un travail esthétique de soi les rendant plus attrayantes et provoquer une véritable concurrence entre les jeunes hommes qui aspirent les conquérir.

- Bocar MAÏGA. Doctorant de la faculté des sciences humaines et des sciences de l'éducation (ULSHB/FSHSE) « *la féminisation du personnel enseignant en milieu urbain* ».

A travers sa communication on retient qu'au Mali, les hommes sont plus représentés que les femmes dans l'enseignement de façon globale. Toutefois, au niveau primaire, on constate une forte représentation des femmes.

- Dr Mahamadou N. KEÏTA et Dr Abdoulaye DOUMBIA de l'institut national de la jeunesse et du sport, sous le thème de « *sport et reproduction des inégalités au Mali : analyse des trajectoires des dirigeantes sportives fédérales* ».

Les communicants présentent les statistiques sur les représentations des femmes au sein des bureaux des dirigeants le mouvement sportif malien. Dans ce milieu également, très peu de femmes parviennent à occuper des postes pertinents. On assiste non seulement à une forte inégalité de rôle mais aussi une féminisation de certains postes de moindre importance. Selon les auteurs bien que les normes de la société malienne contraignent les femmes quant à leur intégration dans le domaine sportif, il y en a parmi elles qui arrivent à casser les codes moraux en occupant des postes de responsabilité.

Axe 2/ « la jeunesse en quête de liberté » (*modérateur Mamadou Ousmane OUANE, SoCDev/ MaCoTer*)

- Dr Y. KAREMBE, enseignant chercheur à l'institut national de la jeunesse et du sport (INJS) « *jeunesse et violence dans le milieu sportif* ».

Sa communication met en relief les différentes formes de production de violence dans l'environnement sportif malien qui se jouent dans toutes les disciplines sportives avec une insistance sur le Football ou Basketball. Selon KAREMBE le premier scandale ayant secoué le monde du sport malien concerne les basketteuses de la sélection A. ces dernières ont été victimes de violences multiformes faites de scandales. C'est ainsi que les chercheurs ont commencé à explorer ce secteur jusqu'ici marginaliser dans les recherches en sciences sociales au Mali. Son travail a porté

sur les deux disciplines citées en haut et deux autres sports de combat individuels (Karaté et Taekwondo).

A partir de la question centrale et unique : est-ce que vous avez été victime de violence ou êtes-vous témoin de violence en milieu sportif ? les réponses montrent un environnement sportif accablé de part et d'autre de violence asymétrique. Il ressort de son enquête, que 52% des sportifs pratiquant une discipline de masse, affirment avoir été victimes de violence de leurs encadrateurs. De même, 40% pratiquants une discipline de combat ont subi de brimades, voire bousculés par leurs staffs techniques, alors que 31% ont fait l'objet d'au moins une violence physique « gifle » sur le terrain et 28% écotent de piétinements. A côté, de ces types de violence, d'autres sportifs sont injuriés, torturés et frappés à coup de gourdin par les dirigeants voulant plus de résultat et de performance. Ces violences physiques exacerbées ne sont pas les seules qui taraudent les jeunes sportifs au Mali.

Pour Youssouf KAREMBE, les sportifs sont aussi victimes de violence morale ou verbale de la part de leurs entraîneurs ou même entre coéquipiers. Pour démontrer le nombre de violence, il a fait recours aux statistiques. Ainsi, 39% de joueurs enquêtés affirment être insultés ou avoir entendus de propos discourtois, pendant que 49% étaient verbalement offensés par les encadrateurs. A cela s'ajoutent 20% de menace de renvoi ou de non titularisation.

La flambée de violence dans l'espace sportif est plus prégnante dans le Basket Ball féminin. Dans ce milieu, les filles font face à des harcèlements permanents, tels que les abus sexuels et des cas de pédophilie. L'enquête qu'il a conduit a décelé des cas d'abus sexuel, embrassade forcée et des grossesses non désirées. Certaines sportives abandonnent le terrain à cause de toutes ces pratiques alors que d'autres s'adonnent à la consommation de stupéfiants pour booster leur performance sportive. Youssouf KAREMBE affirme que certains entraîneurs et encadrateurs n'hésitent pas à encourager les sportifs à se doper au mépris de la législation sportive interdisant l'usage des stupéfiants.

A titre de contribution, Abdoulaye DOUMBIA, explique que les joueuses de Basket Ball déploient souvent des moyens collectifs pour résister au cas de harcèlement, comme la solidarité envers celle qui est en tentation, pendant que d'autres décident tout simplement d'abandonner pour éviter d'être prise à partie par les harceleurs.

La méthodologie de collecte d'information employée par ces chercheurs consistait à enquêter les anciens joueurs et joueuses qui eux à leur tour adressent les questionnaires à leurs camarades. Toutefois, les auteurs précisent que jusque-là, la question de la sexualité demeure un tabou dans le monde du sport malien et cela a rendu difficile la collecte d'information. In fine, si les violences multiformes que rencontrent les jeunes aux contacts des adultes sur l'espace sportif réduisent considérablement leur liberté, les exposant à des harcèlements, le cyberspace semble leur donner un cadre d'expression, de liberté et de visibilité.

Youssouf SINAYOKO, doctorant inscrit à l'IPU, « réseaux sociaux et espace de liberté des jeunes : quelle stratégie d'encadrement ? »

Les pesanteurs socioculturelles admises dans le monde rural, empêchent les jeunes de prendre la parole dans l'espace public. Pour les contourner, les jeunes ont trouvé dans les nouveaux outils de la technologie et de l'information, un moyen de se libérer du joug ancestral. Ils utilisent cet espace pour redéfinir les codes sociaux en modifiant les rapports de force. Pour bien situer sa problématique, le communicant se sert des instruments internationaux définissant un jeune comme celui qui est dans l'intervalle d'âge compris entre 15 à 30 (ONU) mais qui est variable selon les attentes de chaque société vis-à-vis de cette frange de la population.

Il explique que les jeunes ont commencé à donner leurs avis sur les problèmes publics grâce à l'avènement de la démocratie combinée à celui de l'internet et les plateformes numériques : Facebook, Tik-Tok, téléphone mobile et Tablettes. Ces jeunes, à la différence des anciens

maitrisent aisément ces nouvelles technologies qu'ils domestiquent pour s'exprimer librement. Ils ont trouvé dans le numérique un moyen d'expression et de contournement de l'ancien ordre sociopolitique non inclusif.

Il rapporte que la sphère numérique mondiale est constituée des 3 milliards d'utilisateurs dont deux milliards de jeunes interconnectés. Dans cet océan digital, le Mali ne compte que six millions d'internautes qui surfent sur les différentes plateformes numériques. Ces outils de communication permettent aux jeunes d'être à jour sur l'actualité nationale et internationale, en s'envoyant des tweets et autres messages digitaux. Presque chaque jeune malien possède un smartphone lui permettant d'agir sur l'actualité de son pays. C'est pourquoi, lors de récentes manifestations et contestation du pouvoir malien, les jeunes étaient au premier rang, grâce à l'interconnexion offerte par Facebook, surtout.

Cependant, l'usage d'internet n'est pas sans conséquences. Les internautes qui préfèrent des injures verbales et calomnies sont susceptibles des poursuites judiciaires en vertu de la loi sur la cybercriminalité adoptée en 2019 par les autorités maliennes (*Loi n°2019- 056 du 05 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité*). C'est dans cette logique que Mohamed Youssouf BATHILY dit Ras Bath<sup>1</sup> et Adama Ben DIARRA<sup>2</sup> dit Ben le cerveau sont criblés par la législation malienne. Il existe au Mali des institutions dédiées à la protection des droits des individus sur le net comme l'Agence nationale des protections des données à caractère personnel.

Pour terminer, le communicant, envisage de pousser ses investigations scientifiques pour comprendre davantage la typologie de l'usage des réseaux sociaux par les jeunes au Mali. Pour cela décida-t-il de travailler sur les étudiants de quatre départements de la Faculté des sciences humaines et des sciences de l'éducation de (FSHSE).

Axe/ 3 du séminaire : « la revanche des esclaves sur les maitres » (*modérateur Bakary TRAORE SoCDev/MaCoTer*)

- Oumar HAROUNA, doctorant au sein de la faculté de sciences humaines et des sciences de l'éducation « *Incidence de l'esclavage par ascendance sur la gestion des écoles en milieu rural d'Oussibidigna* ».

Au Mali, on a assisté à une recrudescence des violences sur fond d'esclavage dans les régions sud (Kayes) et du centre (Mopti), exacerbé par la guerre qui sévit dans le pays depuis plus d'une décennie. Les pratiques d'esclavage par ascendance persistent au sein des sociétés sahéliennes et sénégalaises, mettant l'accent sur une hiérarchisation sociale avec d'un côté, les nobles, et de l'autre, les hommes de caste et esclaves. Cette stratification a été exploitée par l'entreprise coloniale, notamment dans la scolarisation des enfants à cette époque. Ainsi, les premières écoles construites devaient accueillir exclusivement les enfants des notables et chefs de canton. Mais hélas, les dignitaires préféraient y envoyer les enfants de leurs esclaves plutôt que les leurs, car pour eux cette institution n'était pas en phase avec les mœurs endogènes.

Pour Oumar HAROUNA, l'approche sélective de recrutement des enfants à l'école coloniale était perçue comme discriminatoire par les communautés dont les enfants étaient exclus. Cela ne tardera pas à avoir des conséquences très sérieuses sur la cohésion sociale entraînant une méfiance et une cessation des enseignements dans certains cas. Il rappelle que l'instruction est un droit pour tous, et toutes les institutions de défense de droits humains prônent l'inclusion à l'école.

La nouvelle constitution promulguée le 22 juillet 2023 à l'instar de celle de 1992 favorise l'école pour tous. De ce fait, le communicant soutient que son terrain d'étude montre un espace

---

<sup>1</sup> Ras Bath chroniqueur d'actualité politique et président de du mouvement CDR, présentement incarcéré à la prison centrale de Koulikoro pour délit de cybercriminalité.

<sup>2</sup> Adama Ben Diarra, leader du mouvement pro-Assimi Yerewolo – Debout sur les remparts, présentement condamné pour « atteinte au crédit de l'État ».

d'inégalités dans l'accès à l'école pour les enfants. La fermeture des certaines écoles impacte les apprenants faisant naître un dégoût pour l'apprentissage.

- Kalilou OUATTARA, Masterant SoCDev / MaCoTer « *droit, mémoire et Histoire : une approche de l'esclavage au centre du Mali* ». (dir. Gilles HOLDER)

Dans sa communication, il questionne le droit, la mémoire et l'histoire de l'esclavage dans le centre du Mali. Pour Kalilou OUATTARA, c'est à partir de 2017 que le Mali a porté un intérêt particulier à la problématique de l'esclavage du fait des violences que celle-ci a occasionné partout à l'intérieur du pays. La crise sécuritaire en cours dans le centre du Mali est mise à profit par certains descendants d'esclaves pour revendiquer de droits sociaux afin de pouvoir se libérer du joug de la domination.

Pour examiner le processus d'émancipation des descendants d'esclaves au centre du Mali, il met en avant deux modèles d'émancipation à savoir celui centré sur le droit et l'autre axé sur le fait. Par émancipation de droit, il fait recours aux textes juridiques visant l'abolition de l'esclavage sur toutes ses formes. Le modèle d'émancipation de fait, interroge le contexte socio-sécuritaire offrant aux esclaves une opportunité de s'affranchir du joug de l'aristocratie ancienne détenant encore le monopole du foncier agricole.

Kalilou OUATTARA explique que le djihad emmené par les esclaves peuls de la zone de Djenné contre leurs maîtres est une stratégie d'émancipation pour ces derniers. La crise leur offre une opportunité de réécrire l'histoire et de se repositionner dans la société. C'est également une occasion pour eux de récupérer des terres qui leur ont été privées depuis longtemps. Ainsi, ces voix d'émancipation à travers la prise des armes sont considérées par le communicant comme la revanche des esclaves.

### 3. Conclusion

Les différentes communications ont toutes décrites la condition difficile des « cadets sociaux » dans une société hautement stratifiée et dont les aînés gouvernent sans partage. Face à ces nombreux mécanismes contraignants, les femmes, les jeunes, les esclaves développent des stratégies de contournement de l'ordre social à dominance patriarcale ou générationnelle ou sein duquel ils négocient désormais leur place. Bon gré ou mal, les échanges scientifiques issues de terrain divers se sont employés lors de ce séminaire doctoral pour démontrer qu'ils y arrivent par le truchement du cassage des codes moraux ou par le biais de la technologie. A la différence, du premier intervenant sur cet axe, il affirme que dans son étude, n'a pas relevé de discrimination dans la scolarisation des enfants dits statutairement nobles et ceux esclaves ou des castes.

Entre logiques discriminatoires, exclusion sociale et désir d'émancipation, les jeunes, les femmes et les esclaves participent aux débats publics au Mali mais avec des moyens qui diffèrent selon les aspirations à l'instar des femmes peulhs de la commune rurale de Gavinaré qui usent du divorce comme stratégie d'émancipation.

Accompagné de temps de discussions après chaque communication, cette journée a été marquée par de riches réflexions qui ont permis de développer des échanges autour de différents types de rapports de domination et des stratégies développées par les multiples acteurs en position de subordination.

Bamako, le 09 septembre 2023

**Rapporteurs : Aïssata KAMPO,**

Abdoulaye DARFA